

Bujumbura réservé sur sa participation au nouveau round des pourparlers

PANA, 15 février 2017 Fortes pressions sur le médiateur est-africain à la veille d'un round décisif des pourparlers inter-burundais de paix Bujumbura, Burundi - Le gouvernement burundais restait réservé sur sa participation, mercredi, à 48 heures d'un nouveau round des pourparlers inter-burundais de paix, pendant que des partis opposés proches de la mouvance présidentielle pressaient, de leur côté, la Tanzanie et pays hôte des discussions, d'arrêter et d'extrader des exilés politiques "invités en dépit des poursuites judiciaires" qui ont été lancées contre eux.

Parmi les invités du médiateur figure notamment le président du Conseil national pour la défense de l'accord de 2000, à Arusha, en Tanzanie, sur la paix, la réconciliation et l'Etat de droit (Cenared, principale plate-forme de l'opposition interne et en exil), Dr Jean Minani. L'autre enjeu, qui divise est l'ordre du jour, prévoit d'entrer dans le vif du sujet, en mettant à plat toutes les questions qui déchirent la classe politique burundaise, dont celle du troisième mandat présidentiel qui passe pour le détonateur de la crise persistante dans le pays. C'est à l'issue d'un conseil des que la décision du gouvernement burundais devrait tomber dans un sens ou un autre de sa participation, croit savoir la radio publique, dans ses informations de la mi-journée de mercredi. Le gouvernement burundais avait jusque-là su rester cohérent sur son refus de s'asseoir à la même table des discussions avec des opposants plutôt bons à traduire en justice pour leur rôle présumé actif dans le mouvement insurrectionnel contre le troisième mandat présidentiel controversé et tentative de putsch militaire manqué qui s'en était suivie, en mai 2015. Dans une déclaration conjointe, des partis politiques membres d'une coalition qui se déclament de l'opposition « constructive » (Copa), quant à eux, n'ont tergiversé. Ceux-ci demandent carrément à la Tanzanie d'extrader les mandats arrêtés internationaux contre ces opposants burundais qui se présenteront aux pourparlers de jeudi à vendredi prochains. La marge de manœuvre paraît toutefois étroite pour le médiateur dont la sous-région et le reste de la Communauté internationale au chevet du Burundi attendent enfin des discussions « inclusives » pour résorber la crise politique et des droits humains de bientôt deux ans. L'alternative tant redoutée à une solution politique négociée n'est autre qu'une nouvelle guerre civile ou celles encore dans les esprits des Burundais de 1993 à 2003 ayant fait au moins 300.000 tués, de l'avis général des analystes à Bujumbura. Le médiateur est-africain ne semble pas pour le moment préoccuper, outre mesure, par cette éventualité et ignore toujours les menaces à peine voilées de plusieurs rébellions armées nées de la crise de passer à l'action en cas d'échec d'une solution pacifiquement négociée, craignent les mêmes analystes.

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});